

PANORAMA DES ALTERNATIVES CONCRÈTES

NOTE D'INTENTION

De nombreux gouvernements ont mis en place des mesures drastiques depuis le début de la pandémie de Covid-19. Qu'on les juge pertinentes, discutables ou néfastes, ces mesures ont au moins le mérite de prouver que l'action politique radicale est possible lorsqu'il s'agit de faire face à un danger imminent. Peut-on envisager de lutter avec la même détermination contre les urgences climatiques, sociales et politiques que la crise sanitaire n'a fait qu'accroître ?

PANORAMA DES ALTERNATIVES CONCRÈTES vise à glaner et rendre facilement accessibles des propositions pour repenser nos modes d'organisation et d'action. Ce répertoire d'idées se veut ouvert, large, non-exhaustif, inclusif et éventuellement contradictoire. Son but est de contribuer à alimenter l'imaginaire politique, aussi bien à l'échelle des institutions qu'à celle des comportements individuels.

FICHE

> Texte :

- proposition de changements précis et concrets
- proposition de toutes provenances (citoyen-nes, consommateur-trices, travailleur-euses, chercheur-euses, militant-es, artistes, associations, syndicats, politiques, etc.)
- proposition de transformations individuelles, collectives ou institutionnelles
- forme très courte (1000 signes maximum)
- facile à lire et à comprendre
- texte à destination d'un public non averti
- écriture inclusive
- texte sourcé par un-e collaborateur-ric(e) souhaitant relayer une information et/ou signé par son auteur-ric(e)
- texte daté

> Visuel :

- s'insérant dans un format carré (42 x 42 cm, 300 dpi)
- tout médium autorisé
- visuel signé ou sourcé si libre de droit
- visuel sans texte

COLLABORER

- la participation au projet se fait par invitation ou par proposition libre
- tout-e collaborateur-trice peut coopter quelqu'un-e
- conformément au code de la propriété intellectuelle, les auteur-ric(e)s des textes et/ou images consentent à leur utilisation gratuite, pour un usage non commercial, dans le cadre des diffusions sous toutes formes de PANORAMA DES ALTERNATIVES CONCRÈTES
- ce projet est et restera un projet bénévole pour l'ensemble des collaborateur-trice-s et des membres du comité éditorial

COMITÉ ÉDITORIAL :

> Membres :

- chaque collaborateur-trice (texte et/ou visuel) peut s'il-elle le souhaite intégrer le comité éditorial

> Mission :

- chaque membre peut s'investir dans une ou plusieurs de ces missions :
- inviter des collaborateur-trices
- relecture et échanges critiques avec les collaborateur-trices
- s'assurer du respect de la charte
- validation des propositions faites par les collaborateur-trices

- maintenir une ligne éditoriale humaniste autour des principes d'égalité, de non-discrimination et de justice sociale
- veiller à un juste équilibre entre les propositions en s'assurant de la diversité de représentation des groupes sociaux, des corps disciplinaires, des sujets ou des sources
- vérification des sources
- veiller au respect du droit d'auteur-trice

> Membres actifs :

- Pierre Bigotte, médecin généraliste
- Nicolas Lelièvre, artiste
- Claire Migraine, commissaire d'exposition
- Marianne Mispelaère, artiste
- Camille Planeix, programmatrice et coordinatrice - arts & cultures
- Corentin Perrichot, graphiste & illustrateur
- Thomas Tudoux, artiste

DIFFUSION

- création d'un site dédié
- diffusion sur les réseaux sociaux
- affichage dans l'espace public
- semer les fiches aléatoirement dans l'espace public
- et d'autres à inventer ensemble !

IMPÔTS, UN DEVOIR COMMUN

L'impôt est la contribution de chaque membre de la société au financement de la collectivité. La participation de chacun-e à la hauteur de ses possibilités est un principe fondamental de la démocratie.

Pourtant, au sommet de la pyramide des revenus, les impôts ne sont pas progressifs à cause de différentes niches et de l'évasion fiscales. En échappant à l'impôt, les hauts patrimoines, les hauts revenus et les multinationales contribuent à saper les biens publics qui doivent nous protéger.

Aux États-Unis, pour faire face à la grande crise des années 1930, le président Roosevelt a fait passer le taux d'imposition sur les revenus des plus riches de 25 % à 91 %. Pendant l'entre-deux guerres, la France a appliqué aux plus grandes fortunes des taux d'imposition similaires.

Revenir à de tels taux d'imposition sur les hauts patrimoines, les hauts revenus et les multinationales entraînerait un basculement des rapports de force entre gagnant-es et perdant-es de la mondialisation et établirait les bases d'un contrat fiscal et social plus juste.

11/12/2020

VISUEL

Mai Li Bernard,
Archi-trames,
2017, 15 x 21 cm

SOURCES

- Tribune de Lucas Chancel, Stéphanie Hennette, Manon Hennin, Guillaume Sacriste, Thomas Piketty et Antoine Vauchez, *Le Monde*, 08/03/20
- Thomas Piketty, *Libération*, 17/03/09



CRÉATION D'UNE SÉCURITÉ SOCIALE UNIVERSELLE ET INTÉGRALE

Depuis le début de la crise sanitaire, l'ensemble des français-es semble s'accorder pour demander plus d'argent pour notre système de santé. La création d'une sécurité sociale intégrale permettrait de consacrer davantage de moyens aux soins en réduisant de moitié les procédures administratives.

Aujourd'hui, plus de 500 organismes différents (assurances, mutuelles) s'occupent de nos frais de santé. Ils dépensent chaque année 6 milliards d'euros en frais de gestion, soit autant que la Sécurité Sociale.

Leur rassemblement au sein d'une assurance-maladie intégrale permettrait de faire des économies substantielles sur ces frais de gestion, sur la publicité et le démarchage. De plus, cela allégerait les charges administratives des hôpitaux, qui perdent un temps précieux à vérifier deux fois les droits des patient-es, auprès de la Sécurité Sociale et des mutuelles.

11/12/2020

VISUEL

INUI (L.Houbey & L. Peschier-Pimont)

WAVING, une danse chorale océanique

Photo : P. Cholette

SOURCES

- Martine Bulard, *Le Monde Diplomatique*, 04/17
- Martin Hirsch et Didier Tabuteau, *Le Monde*, 14/01/17



LE MÉDICAMENT, UN BIEN COMMUN

Les médicaments ne sont pas des biens de consommation ordinaires. La crise du coronavirus a brutalement rappelé que la stricte logique de marché contribue aux pénuries et aux inégalités d'accès aux produits pharmaceutiques.

La création d'un pôle public du médicament permettrait de réguler cette situation en imposant aux industries pharmaceutiques un fonctionnement mutualiste à but non lucratif, sous le contrôle des salarié·es, des associations, des scientifiques et des citoyen·nes.

Pour faire du médicament un véritable bien commun, ce pôle public aurait pour mission :

- d'orienter la recherche en fonction des besoins de santé et non de la recherche de profits.
- de faire réaliser les essais cliniques par des médecins chercheur·ses indépendant·es des laboratoires.
- de faire des brevets des biens publics partagés.
- de contrôler les prix des médicaments en fonction de leur coût de fabrication et du financement de la recherche.

14/12/2020

VISUEL

Dana Wyse,
Rappelez-vous où vous avez laissé vos clefs, 2006, pilules et emballage, 7,5 x 13 cm

SOURCES

- Hémisphère gauche.fr, 03/20
- Fiche NPA Médicaments, 01/17



UN REVENU UNIVERSEL

Apparue récemment dans le débat public et les médias, l'idée d'instaurer un revenu universel n'est pourtant pas nouvelle.

Garantie d'une vie décente pour chacun-e, une telle mesure autoriserait de choisir un travail pour son utilité sociale et plus seulement pour gagner sa vie. Collectivement, le revenu universel rendrait notre société plus résistante et offrirait plus de souplesse pour réagir face aux crises (qu'elles soient économiques, sociales, sanitaires, climatiques, industrielles, etc.).

Un revenu universel est :

- un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus.
- distribué individuellement à tous les membres d'une communauté.
- versé de la naissance à la mort, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie.
- la garantie d'une existence digne, tout en améliorant le système de protection sociale.
- financé collectivement sur décision démocratique.

14/12/2020

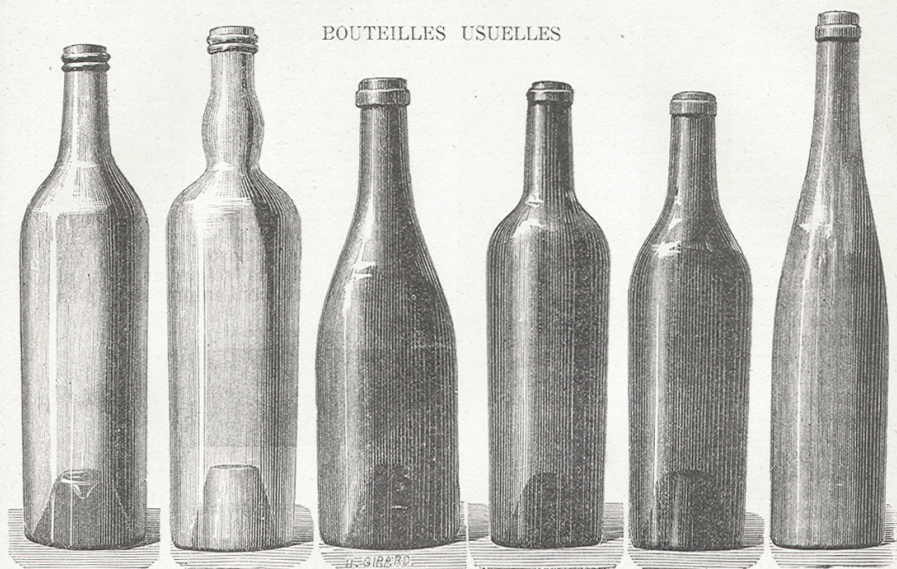
VISUEL

Alain Bernardini,
Les Retardateurs
1, 2010, avec
Cédric, jardinier/
boulangier, plage
de Saint-Nazaire,
Nantes. Production
Ass. Entre-deux

SOURCES

- Mouvement Français pour un revenu de base
- Baptiste Mylondo, *Pour un revenu sans condition : garantir l'accès aux biens et services essentiels*, 2012, Utopia

BOUTEILLES USUELLES



Litre courant.

Litre Ilois.

Bourgogne.

Bordelaise.

Cognac.

Fine champagne.



Porto.

Madère.

Bouteille normande.

Kummel
(verre vert pré).Kirch
(verre clair).Pomponelle
(verre blanc).

RESTAURER LE SYSTÈME DE LA CONSIGNE

Historiquement, la consigne était appliquée en France sur les emballages en verre. Cette pratique a progressivement disparu au profit des emballages jetables, notamment en plastique.

Pourquoi acheter une bouteille d'eau et la jeter ensuite ? La consigne permet de n'acheter que l'eau puisque le coût de la bouteille vide est remboursé.

Développer un système de consigne c'est :

- interdire les emballages jetables pour les boissons.
- limiter le nombre de formats d'emballages en verre disponibles pour permettre une mutualisation des emballages entre les marques et faciliter le lavage.
- rendre obligatoire la création de points de collecte dans les grands magasins et les centres-villes.
- consigne d'environ 50 centimes pour inciter les consommateurs à ne plus jeter.
- financer la création d'un maillage d'usines de lavage des contenants pour qu'aucune bouteille ne fasse plus de 300 km.
- étendre progressivement la consigne à l'ensemble des emballages.

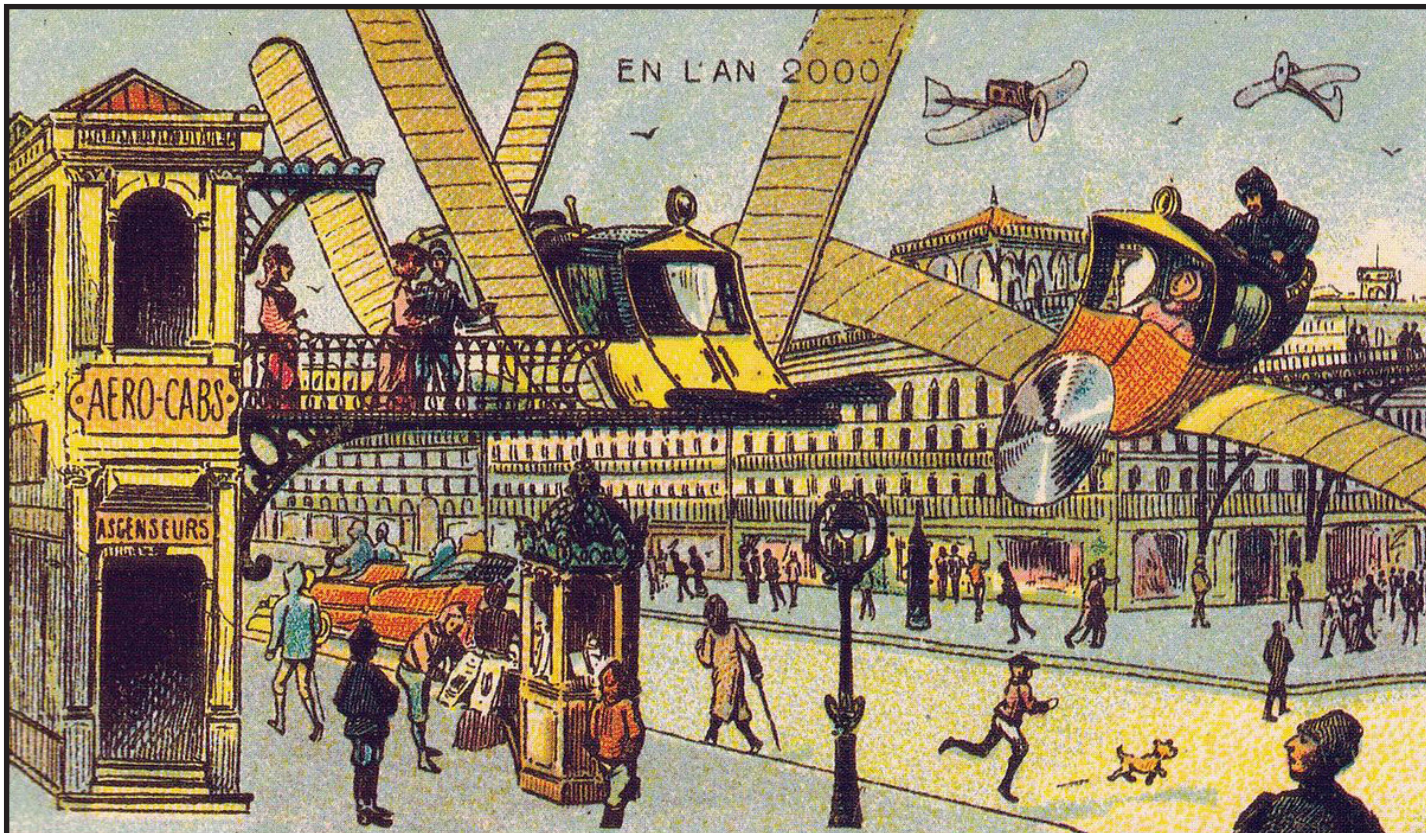
14/12/2020

VISUEL

*Dictionnaire
encyclopédique de
l'épicerie et des
industries annexes,
1904, A. Seigneurie,
édité par «L'Épicier»*

SOURCES

- Zerowastefrance.org
- Grégoire Chamayou,
Le Monde diplomatique, 02/19
- Élise Lucet,
Cash Investigation,
France 2, 11/09/19



GRATUITÉ DE L'ENSEMBLE DES TRANSPORTS EN COMMUN

Les transports publics sont gratuits depuis dix ans à Aubagne et depuis deux ans à Dunkerque. Ces expériences ont montré que la gratuité permet de :

- réduire le nombre d'automobilistes.
- rendre le système de transport accessible à tou-t'es (jeunes, personnes âgées, précaires).
- re-dynamiser les centres-villes.
- réduire les coûts d'équipement et les frais de personnel (certaines tâches comme le contrôle des billets devenant obsolètes).
- diminuer les embouteillages.
- réduire la pollution automobile et les nuisances sonores.
- baisser le nombre d'incivilités grâce à un « contrôle social » plus fort dû à la hausse de la fréquentation.

La hausse de la fréquentation oblige les collectivités à investir pour renforcer l'offre de transport. La gratuité des transports doit s'accompagner de politiques contraignantes pour limiter l'utilisation de la voiture.

14/12/2020

VISUEL

Jean-Marc Côté,
En l'an 2000,
1889, illustration

SOURCES

- Vanessa Delevoye,
Urbis, 11/09/19
- Sandrine Lana,
Reporterre, 13/05/19



UN CAPITAL DE DÉPART POUR TOUS ET TOUTES

Conçu au 19^{ème} siècle pour une population dont l'espérance de vie à la naissance avoisinait 30 ans, le système d'héritage pose aujourd'hui de graves problèmes dans un pays vieillissant. Transmis tardivement, les capitaux ne circulent plus et sont davantage convertis en placements de sécurité qu'utilisés pour l'investissement. De plus, ils tendent à rester aux mains d'un petit nombre de personnes, ce qui compromet l'égalité des chances.

Le capital de départ pour tou·tes serait une somme versée aux jeunes adultes, financée par un impôt sur le patrimoine ou une augmentation des droits de succession. L'économiste Thomas Piketty propose d'octroyer à chaque citoyen·ne de 25 ans une dotation de 120 000 euros, soit 60 % du patrimoine moyen actuel.

Ce capital de départ permettrait une meilleure égalité des chances en début de carrière et une « circulation de la propriété » selon un principe de « propriété temporaire » et d'héritage pour tou·tes.

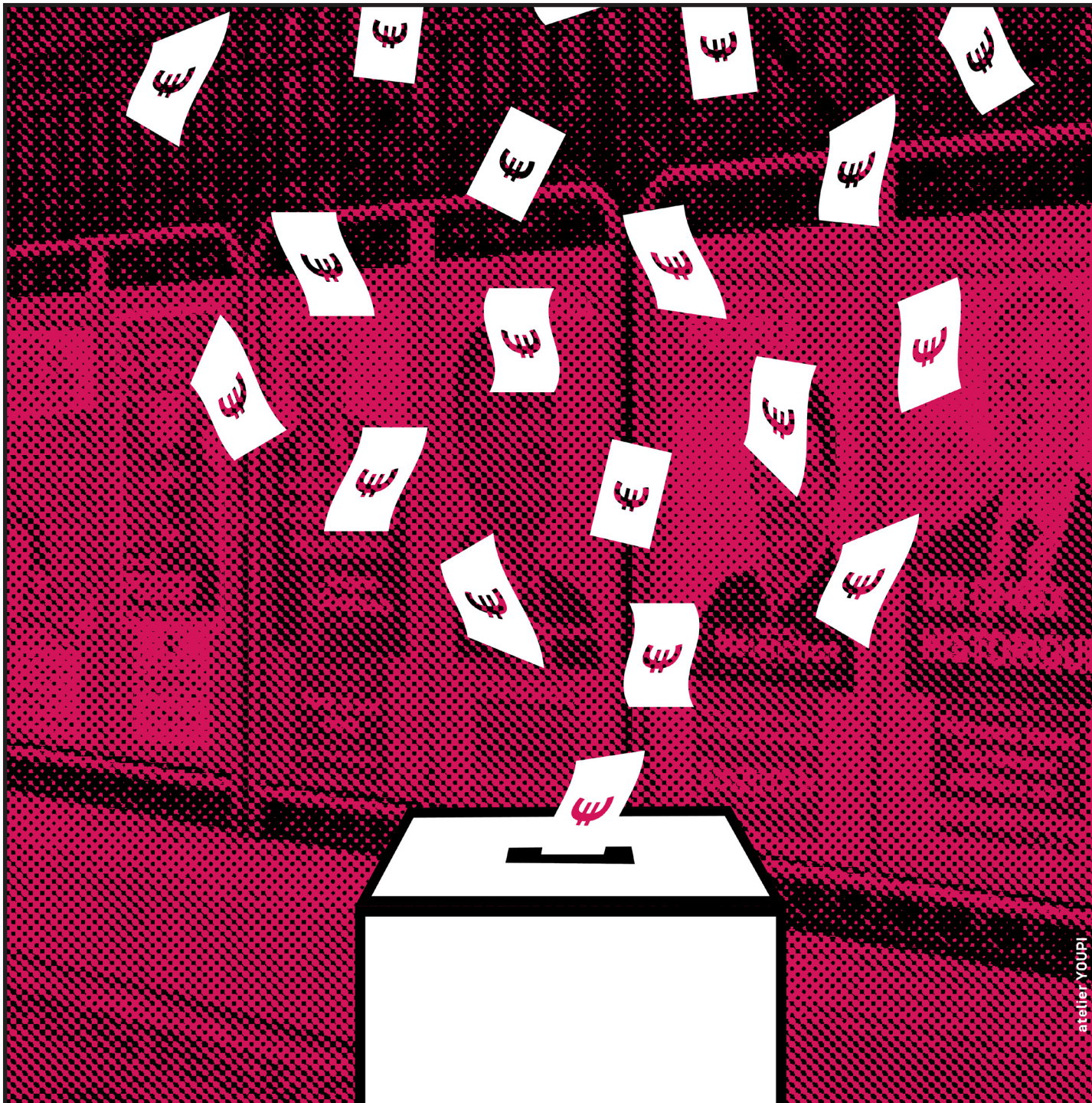
14/12/2020

VISUEL

Andoni Maillard,
*Les racailles à
Barbizon*, 2017,
point de croix
sur canevas,
106 x 48 cm

SOURCES

- Jean Gadrey, *Alternatives
économiques*, 08/11/19
- Mathieu Castagnet,
La Croix, 05/01/17



POUR UN FINANCEMENT ÉGALITAIRE DES PARTIS POLITIQUES

Les partis politiques sont financés par environ 40 % d'argent public dont le montant est calculé en fonction des résultats électoraux : plus un parti rassemble de voix, plus il reçoit d'argent. Ces ressources sont donc rythmées et contraintes par le calendrier électoral.

Les 60 % restants proviennent essentiellement de donateur-rices privé-es qui ne représentent qu'une infime partie de la population, souvent très aisée.

Il est donc très difficile pour un nouveau mouvement politique d'émerger sans lever d'importants fonds privés.

L'économiste Julia Cagé propose la création de « bons pour l'égalité démocratique ». Chaque citoyen-ne recevrait de l'État 7 euros chaque année qu'il-elle devrait ensuite donner au parti de son choix. Égalitaire et dynamique, ce système permettrait l'émergence de nouvelles formations politiques et les partis seraient incités à travailler leurs programmes en continu.

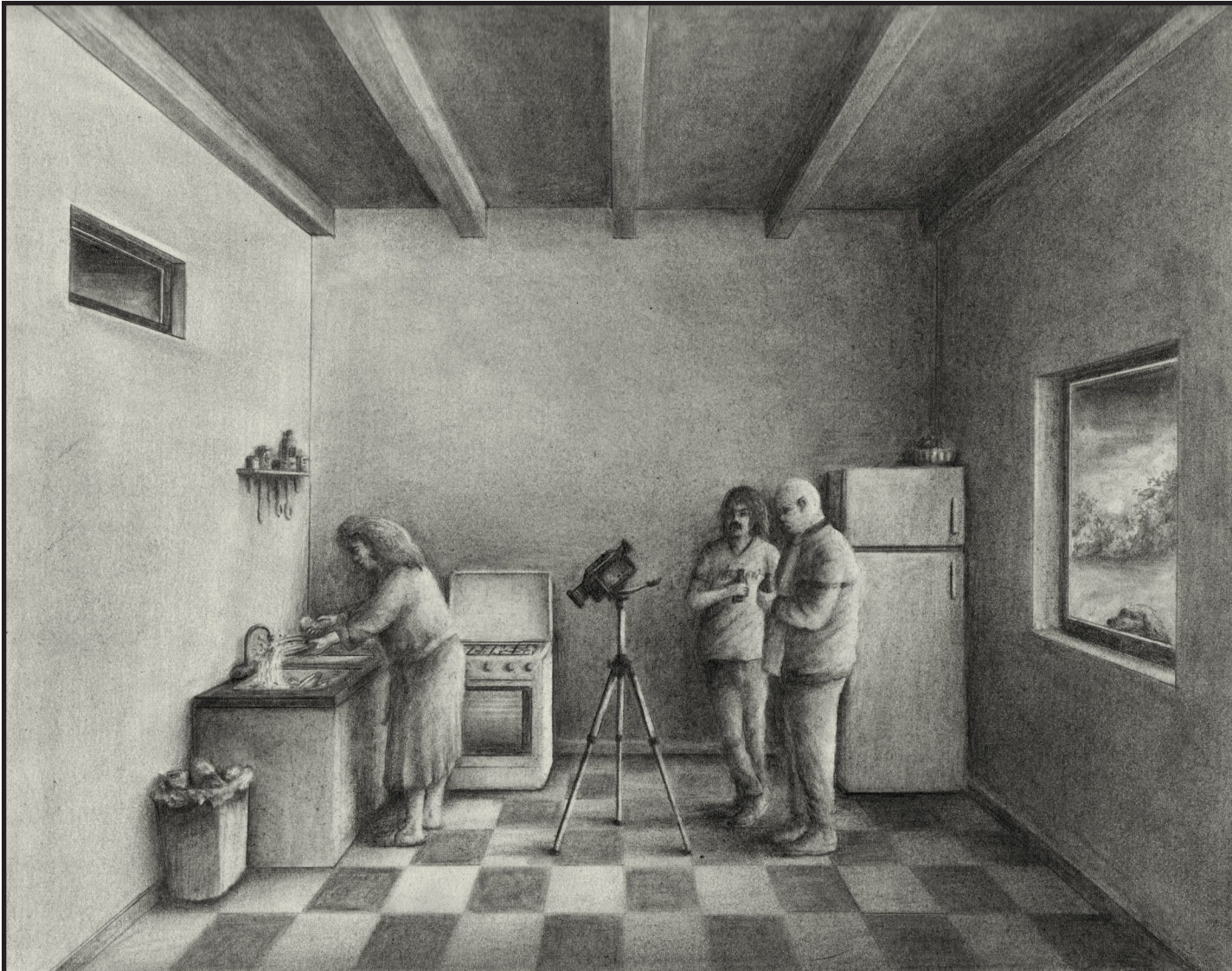
14/12/2020

VISUEL

Atelier Youpi,
création originale,
2020

SOURCES

- Guillaume Duval
& Julia Cagé, *Alternatives économiques*, 19/09/18
- Daniel Scheidemann
& Julia Cagé, *Arrêt sur images*, 08/02/19



POUVOIR ÉCHAPPER À LA PUBLICITÉ

La publicité ne s'adresse à nous qu'en tant que consommateur-rices. Elle cherche moins à informer qu'à susciter un désir d'achat. Or chacun-e doit pouvoir fonder ses choix sur des critères objectifs (usage, coûts économique et écologique, information sur la politique salariale de l'entreprise...) ainsi que sur sa sensibilité et ses goûts. La publicité doit avoir un rôle neutre et informatif : elle doit être contenue, localisée, et non imposée.

Pour sortir de l'omniprésence publicitaire, l'association Résistance à l'Agression Publicitaire préconise :

- la reconnaissance de la liberté de réception.
- la création d'une autorité de contrôle réellement indépendante.
- la diminution de la taille et du nombre de panneaux dans l'espace public et l'interdiction des panneaux éclairés et animés.
- la garantie du consentement des internautes.
- l'interdiction du démarchage téléphonique.
- l'autorisation de tracter uniquement les boîtes aux lettres munies d'un autocollant « Oui à la pub ».
- la limitation des financements publicitaires dans les médias privés et son interdiction dans les médias publics.

14/12/2020

VISUEL

Jérémy Lecorvaisier,
La vaisselle, 2019,
21 x 27 cm

SOURCES

- Manifeste de l'association contre le système publicitaire
- Yves Citton, *France Culture*, 08/09/17



SE SYNDIQUER

Les mouvements de travailleur-euses soutenus par des syndicats et des partis politiques ont permis la conquête de nombreux droits sociaux comme l'interdiction du travail des enfants, l'obligation du repos hebdomadaire, la limitation du travail de nuit, la mise en place des congés payés, des congés parentaux et des congés maladie ou encore la hausse générale du niveau de vie.

Pour pouvoir influencer l'organisation et les conditions de travail, les orientations et les choix de l'entreprise, il faut la force d'un collectif. Adhérer à un syndicat permet de faire rentrer la démocratie dans l'entreprise.

Les rôles du syndicat sont de :

- informer les travailleur-euses de la législation et de leurs droits.
- construire une solidarité entre travailleur-euses.
- défendre individuellement et collectivement les travailleur-euses face à la hiérarchie.
- gérer les caisses de retraite et de chômage.
- proposer et négocier les conventions collectives.
- négocier avec l'État lors de l'élaboration de projets de loi en matière de relations salariales, d'emploi ou de formation professionnelle.

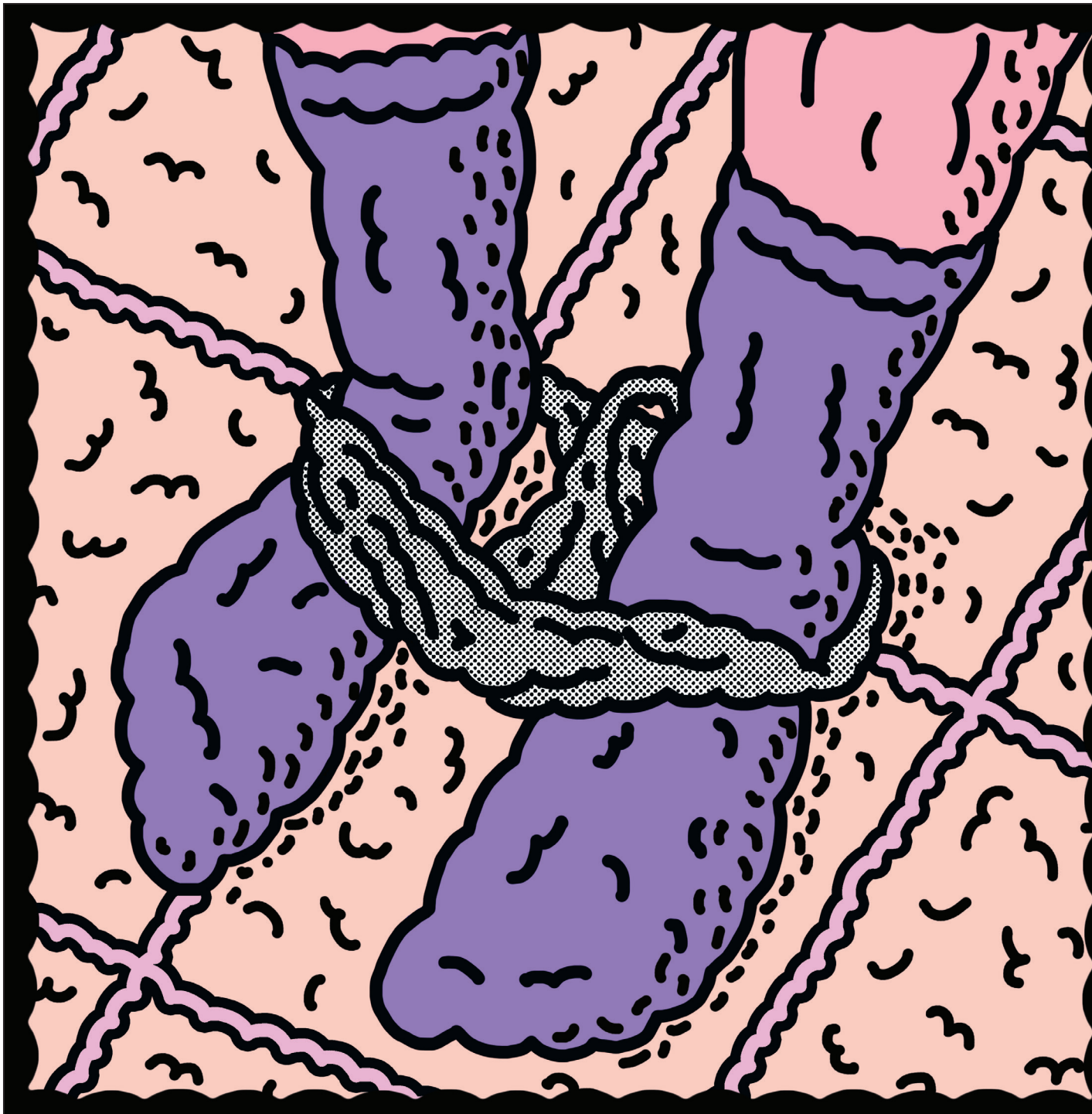
14/12/2020

VISUEL

Julie Luzoir,
*La puissance
des travailleuses*,
2019

SOURCES

- Laurence Mauriaucourt,
L'Humanité, 26/02/13
- Mathilde Damgé,
Le Monde, 01/05/15



UNE CONSULTATION SUR LA VIE SEXUELLE POUR TOU·TE·S LES ADOS

Depuis 2017, il existe en France une consultation gratuite et anonyme chez les professionnel·les de santé sur la contraception et la prévention de MST pour les jeunes filles jusqu'à 18 ans. Elle est d'une importance fondamentale pour le·la praticien·ne et sa patiente, pour son adhésion à la méthode de contraception choisie, pour sa compréhension du fonctionnement de son corps et pour sa confiance dans le monde médical en général.

L'ouverture d'une consultation similaire pour les jeunes garçons, permettrait d'aborder des questionnements sur leur santé sexuelle présente et future, de présenter les différents modes de contraception et leur coresponsabilité avec leur·s partenaire·s dans ce domaine, la prévention des MST ou encore l'importance du consentement mutuel.

Un rendez-vous, individuel avec un·e professionnel·le de santé, dès les début de la vie sexuelle de tou·tes les ados, serait un facteur important pour une meilleure santé publique et aiderait à consolider l'égalité des sexes.

22/02/2020

VISUEL

Clémence Mira,
Chez le gynéco
(extrait), 2021

SOURCES

- Richard Talbot,
www.fmfpro.org, 16/03/19
- Brigitte Raccach-Tebeka,
Geneviève Plu-Bureau,
La contraception en pratique,
2013



UNE ALIMENTATION PLUS VÉGÉTALE

Depuis 1945, nos habitudes alimentaires se sont largement organisées autour de la viande et de produits d'origine animale. Cette consommation massive repose sur une agriculture intensive aux graves conséquences écologiques : déforestation, consommation et pollution de grandes quantités d'eau, émissions de gaz à effet de serre, épuisement des sols et des réserves océaniques, etc.

Les conséquences de cette surconsommation sont également politiques et économiques. Premiers consommateurs de viande, les pays du nord importent massivement les aliments pour animaux (céréales, soja) produits par les pays du sud, le plus souvent au profit de gros-ses propriétaires terriennes et au détriment de leur souveraineté alimentaire. En adaptant ses achats de manière raisonnée, chaque consommateur-riche dispose du pouvoir d'inverser la tendance. Réduire sa consommation de viande, c'est :

- contribuer à limiter le réchauffement climatique.
- refuser l'exploitation aveugle des ressources naturelles.
- encourager la solidarité Nord-Sud.
- participer à la nécessaire refondation de nos rapports au vivant.

09/03/2021

VISUEL

G. Arcimboldo,
1591, huile sur bois,
70 x 58 cm,
Skokloster Castle,
Photo : E. Lernerstal
CC BY-SA 3.0

SOURCES

- Association végétarienne de France
- Pierre, unnotremonde.com,
26/07/18

UN QUOTA CARBONE INDIVIDUEL

La carte carbone consiste à attribuer à chaque individu le droit d'émettre une quantité définie de gaz à effet de serre pour l'année. Chaque achat réalisé devra être payé en euros et en point carbone correspondant à l'empreinte écologique de ce produit ou service. Par exemple, un produit fabriqué en Chine coûtera 50 euros et 40 points contre 75 euros et 20 point pour son équivalent français.

Une Agence Carbone Indépendante définira chaque année la quantité autorisée pour la population française puis la répartira en quotas individuels. Ces quotas diminueront progressivement afin de tenir l'objectif de réduction de 40% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Les personnes plus énergivores devront soit réduire drastiquement leurs achats, soit acheter des points aux citoyen·nes plus sobres à travers des bourses régionales d'échange de carbone. Contrairement à une taxe carbone qui touche plus durement les démunies, cette carte permet de partager plus équitablement les efforts de sobriété.

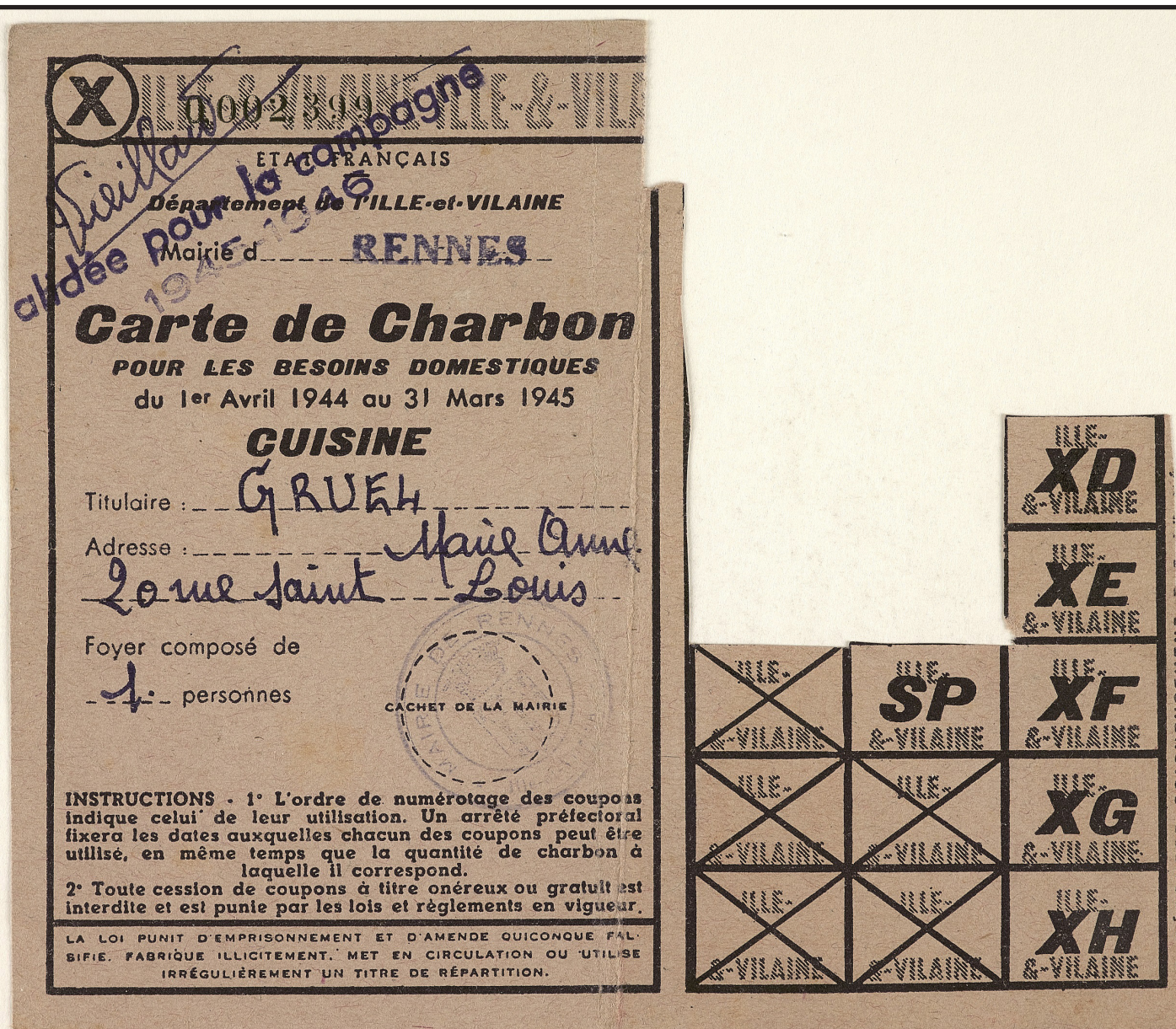
22/03/2021

SOURCES

- Anne-Dominique Correa,
Socialter, 12/06/19
- comptecarbone.org

VISUEL

Carte de rationnement charbon, 1945 / Coll. Musée de Bretagne





L'ÉCOCIDE RECONNU COMME CRIME

Notre environnement est un équilibre fragile de différents phénomènes, cycles et écosystèmes. Un écocide est la destruction ou l'endommagement irréversible d'un écosystème, cycle ou phénomène par sa surexploitation intentionnelle ou non.

Une prise en compte juridique du crime d'écocide viserait à établir une nouvelle forme de responsabilité des industries qui mettent sciemment cet équilibre en péril. Il serait alors possible de les poursuivre pénalement lorsque leur activité entraîne un dérèglement profond de l'environnement.

La caractérisation des crimes d'écocide se baserait sur le dépassement des 9 limites planétaires reconnues par le Ministère de la Transition Écologique*. La création d'une Haute Autorité des Limites Planétaires en garantirait la bonne mise en œuvre.

*Changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, changements d'utilisation des sols, acidification des océans, utilisation mondiale de l'eau, appauvrissement de l'ozone stratosphérique, augmentation des aérosols dans l'atmosphère, introduction d'entités nouvelles dans la biosphère.

06/04/2021

VISUEL

Guillaume Barth,
Baumschule, 2016-2021, plantation de 130 chênes, photographie dans le jardin partagé, été 2018, projet *Nouvelle Forêt*

SOURCES

- Propositions de la convention citoyenne pour le climat
- Thomas Baietto,
franceinfo, 22/06/20



POUR UN ACCOUCHEMENT ASSISTÉ À DOMICILE (AAD) APAISÉ

La technicité médicale a contribué à une amélioration générale des conditions d'accouchements. Mais lorsqu'elle n'est ni voulue ni indispensable, cette « prise en charge », au-delà des effets indésirables qu'elle peut induire, prive les femmes de leur autonomie. Si la médicalisation de la naissance convient à la plupart, de plus en plus de femmes souhaitent reconquérir leur place de première actrice de l'enfantement, ce que garantit l'intimité de leur foyer et l'accompagnement par une sage-femme de confiance.

Un AAD apaisé, naturel et physiologique, requerrait :

- une assurance adaptée pour les sages-femmes
- le remboursement par la sécurité sociale
- une culture de soin redonnant le choix et la maîtrise aux femmes
- la reconnaissance par le corps médical du rôle des doulas
- une démythification de la douleur de l'enfantement via une représentation informée et apaisée de l'accouchement (dans les médias, films)
- un accueil non-culpabilisant et bienveillant en cas de transfert.

03/05/2021

VISUEL

Hazel Ann Watling,
*Fanatic 'bout
Matisse*, 2021,
acrylique, 80x100 cm

SOURCES

- Michel Odent, *Le bébé est un mammifère*, éditions l'Instant Présent, 2012
- www.apaad.fr



UN MUSÉE DES COLONISATIONS ET DE L'ESCLAVAGE

Le musée est historiquement un des piliers du récit national. Les colonisations et l'esclavage sont des faits majeurs de notre histoire et doivent être reconnus comme tels. Ils sont étroitement liés l'un à l'autre et fondent notre histoire pluri-culturelle. Nous devons donc les comprendre et les assumer enfin. Il nous faut élaborer un projet ambitieux liant esclavage, colonisation et perspectives contemporaines en incluant les points de vue des esclaves, des peuples colonisés et de leurs descendant-es. Sans cet effort, de nombreux aspects de notre époque continueront de nous échapper. Un musée des histoires coloniales pourrait :

- s'affirmer comme institution transnationale.
- traiter du rapport de la France au monde sur les cinq derniers siècles.
- exister comme lieu vivant de débat critique autour du racisme, des identités et des questions intercommunautaires.
- démontrer que cette histoire est constitutive de la France d'aujourd'hui et concerne toute la nation.

17/05/2021

VISUEL

Karim Ghelloussi,
*Mémoire de la
jungle*, 2017, bois,
100,5 x 140 cm

SOURCES

- P. Blanchard et N. Bancel,
Le Monde, 13/05/16
- Hélène Bocard, *Hommes &
Migrations* 2019/3 (n° 1326)



VEILLER À LA BIODIVERSITÉ

AVEC LES CALÉDONIEN·NES, GUADELOUPÉEN·NES,
GUYANAIS·ES, MAHORAIS·ES, MARTINICAI·S·ES,
POLYNÉSIE·N·ES, RÉUNIONNAIS·ES, ...

Écouter, reconnaître et partager ce que disent et pratiquent les français·es des territoires des anciens empires coloniaux français est une priorité pour protéger leurs populations et leurs biodiversités, mises en danger par différentes industries extractivistes. Il s'agit donc de :

- Protéger l'état écologique, chimique ou quantitatif des eaux, de l'air et des sols, le maintien de la biodiversité
- Rendre les mesures prises pour lutter contre le dérèglement climatique opposables à tout titre et autorisation d'exploitation
- Rendre possible la concertation des populations dès le dépôt d'une demande de titre minier, d'exploitation intensive agricole ou de pêche
- Reconnaître les revendications des peuples autochtones, notamment territoriales
- Reconnaître les droits collectifs des autochtones et la signature de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail
- Adopter la Charte européenne des langues régionales et minoritaires pour qu'elles soient enseignées de la maternelle à l'université.

31/05/2021

VISUEL

Minia Biabiany,
capture de la vidéo
Pawòl sé van, 2020

SOURCES

- Revue *Multitudes*, N°66, printemps 2017
- Anne Pastor, *Voyage en terre d'Outre-Mer*, France Inter, 02/07/17



UN CONGE PARENTAL ÉQUIVALENT

Un congé parental pour le deuxième parent aligné sur le congé maternité est un levier majeur pour l'équilibre au sein des couples comme pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce congé parentalité doit avoir comme principales caractéristiques :

- être long (de 8 à 16 semaines) pour prendre pleinement sa place de parent et permettre à la mère de se reposer.
- être en partie obligatoire (8 semaines) pour empêcher toute discrimination à l'embauche et à l'avancement dans l'entreprise.
- être bien rémunéré (100% du salaire dans la limite du plafond mensuel de la Sécurité sociale) pour permettre aux familles d'accueillir sereinement leur enfant.
- être en partie distinct de celui de la jeune accouchée, car les automatismes définissant le fonctionnement parental se créent pendant les premiers mois de l'enfant. Avoir des temps communs et des temps séparés dédiés à l'accueil du nouveau né permet à chaque parent de s'investir de façon autonome et de réduire les inégalités au sein des foyers.

14/06/2021

VISUEL

Blériotte,
création originale,
2021

SOURCES

- Les couilles sur la table #65, Myriam Chatot
- Appel des 160, *Le Parisien*, 24/09/18



Auto-récépissé

A utiliser en cas de contrôle d'identité, quelle que soit l'institution impliquée, police, gendarmerie etc.

Contrôle au faciès ? Violences Policières ? L'Etat refuse de mettre en place les récépissés. Avec le CRAN, constituez votre propre récépissé.

Personne contrôlée

Nom :
Prénom :
Date et lieu de naissance :
Coordonnées (adresse postale, e-mail, tel) :
Si un ou des témoins étaient présents lors de ce contrôle d'identité, avec leur accord, si possible, mentionner leur nom et coordonnées et toutes les circonstances que vous jugerez utiles sur papier libre à joindre à ce document.

Agent auteur du contrôle d'identité

Numéro de matricule des personnes effectuant le contrôle ? Combien étaient-elles ?
Agent 1, matricule : Agent 2, matricule : Agent 3, matricule :
Agent 4, matricule : Agent 5, matricule : Agent 6, matricule :
Service dont l'agent ou les agents contrôleurs relèvent :
Demandez aux agents leurs matricules ; ils ont l'obligation de vous les communiquer.
Vous ont-ils donné leurs matricules OUI NON
Si vous avez coché NON, vous ont-ils donné un motif de refus ?.....
Lieu et date du contrôle par les forces de l'ordre :
Heure du contrôle : Début..... Fin.....

Motif du Contrôle :

.....
.....
.....

RAPPEL : Lors d'un contrôle d'identité, rien ne m'oblige à répondre aux questions diverses, ni à signer quoi que ce soit.

Si je suis contrôlé ou interrogé par les forces de l'ordre, je les informe de mon droit de les filmer, de les photographier et de diffuser leurs images dans l'exercice de leur fonction, comme m'y autorise la loi.
Voir circulaire n°2008_8433_D : http://le-cran.fr/wp-content/uploads/2017/07/circulaire-2008_8433_D-photos-videos-police-avec-auto-%C3%A9%CC%80%99piss%C3%A9-du-CRAN.pdf
Les agents contrôleurs m'ont interdit de les filmer : oui non

Signature de la personne contrôlée Signature de l'agent auteur du contrôle

Vous venez d'être contrôlé par des agents (policier, gendarme, militaire, douanier, agent SNCF, autres organisations, administrations ou entreprises), avez-vous le sentiment que vos droits ont été respectés : Oui non
Si l'agent refuse de signer : Motif(s).....

Cet auto-récépissé est à envoyer
au Défenseurs des droits : https://formulaire.defenseurdesdroits.fr/code/afficher.php?ETAPE=accueil_2016
au CRAN : Contact@le-cran.fr
pour la Police, à l'IGPN : <https://www.police-nationale.interieur.gouv.fr/Organisation/Inspection-Generale-de-la-Police-Nationale/Signalement-IGPN>
pour la Gendarmerie, à l'IGGN : <https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/Contacts/Formulaire-de-reclamation>
Doc ref : Ghyslain Vedeux administrateur du CRAN en charge des relations société civile-force de l'ordre-Directeur de la publication Louis-Georges Tin.

EN FINIR AVEC LES CONTRÔLES AU FACIÈS

En France, les jeunes hommes de 18 à 25 ans perçus comme noirs ou arabes ont environ 20 fois plus de chances d'être soumis à un contrôle d'identité que le reste de la population. Alors que rien ne démontre leur efficacité en matière de prévention des délits, les contrôles systématiques de personnes racisées entretiennent la discrimination et les idées reçues tout en alimentant la défiance vis à vis des pouvoirs publics.

L'encadrement juridique des contrôles d'identité doit être réformé de manière à ce qu'ils ne puissent pas cibler *a priori* des catégories de la population mais des individus présentant un risque objectif pour l'ordre public.

La police doit constituer une trace administrative de chaque contrôle et remettre un récépissé à chaque personne contrôlée.

La formation des policier-ères doit être renforcée et le dialogue rétabli entre la police et la population.

01/07/2021

VISUEL

Auto-récépissé
créé par le CRAN,
www.le-cran.fr

SOURCES

- enfiniraveclescontrôlesaufacies.org



RÉFORMER LA POLICE DES POLICES

Dans une démocratie, la population a besoin d'avoir confiance dans sa police. Elle doit être au service de tou·tes et non d'intérêts particuliers. Aujourd'hui l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN) dépend du ministère de l'Intérieur. Or, le Code européen d'éthique impose un contrôle externe de la police.

En France, l'association IGPN Citoyen, créée en janvier 2021 par l'ancien policier Alexandre Langlois, promeut l'intégration de citoyen·nes au sein d'un organe de contrôle mixte permettant d'adopter le tournant démocratique de beaucoup de nos voisins européens.

Au Royaume-Uni, l'Independent Office for Police Conduct (IOPC), est dirigé par une personnalité certes nommée par le Bureau de l'Intérieur mais qui n'a jamais exercé en tant que policier, tout comme les membres de son conseil exécutif. Il enquête de façon indépendante et transparente sur le comportement de la police, sur les plaintes jugées «sérieuses» et en cas de décès ou blessures graves lors d'opérations des forces de l'ordre.

26/10/2021

VISUEL

Gianni Motti,
Pre-emptive Act,
performance, 2007
Frieze Art Fair,
London

SOURCES

- igpn-citoyen.com
- Stéphane Lemerrier, *The Conversation*, 17/06/20



LE DROIT D'AUTEUR CONTRE LES POLITIQUES MIGRATOIRES

Et si être co-auteur et co-autrice d'une œuvre d'art, alors qu'on est femme ou homme étranger-e sans autorisation de séjour, permettait d'opposer un droit de séjour sur le territoire français ?

Groupe de dix co-auteurs et co-autrices aux statuts administratifs différents, Le Bureau des Dépôts travaille au dépôt d'une requête juridique afin qu'un tribunal compétent considère que les « obligations de quitter le territoire » visant certains de ses membres portent atteinte à l'intégrité de leur œuvre et entravent la liberté de création. Les performances du Bureau des dépôts ne peuvent en effet avoir lieu qu'en présence physique et volontaire de tou·tes ses membres.

En confrontant le statut d'auteur à celui d'étranger-e, cette démarche fait valoir le droit d'auteur pour s'opposer aux politiques migratoires. La requête du Bureau des dépôts cherche à établir une jurisprudence depuis son cas et d'autres, pour interroger autant les limites du droit d'auteur que celles du droit des étrangers.

10/11/2021

VISUEL

Photo :
Victor Donati

SOURCES

- bureau-depositions.wordpress.com
- www.pacte-grenoble.fr/programmes/bureau-des-depositions

PANORAMA DES ALTERNATIVES CONCRÈTES



LE CELIBAT, UN CHOIX LIBÉRATEUR POUR LES FEMMES

Pour de nombreuses femmes, la vie en couple n'est pas la seule voie vers le bonheur. Au sein des couples hétérosexuels, la charge de l'organisation et de la planification est d'ailleurs encore largement portée par les femmes. Une étude anglaise indique même que les femmes qui n'ont jamais été mariées sont plus heureuses et en meilleure santé.

Témoignant de cet élan, la langue française voit apparaître aujourd'hui plusieurs mots ou expressions comme par exemple auto-partenaire ou sologamie. Cette dernière est un néologisme qui désigne le fait de se « marier à soi-même », alternative à l'injonction sociale à être en couple encore bien présente dans notre société française. Dans leurs parcours de célibataires, de nombreuses femmes mettent en lumière l'importance du féminisme et de la sororité (solidarité entre femmes).

23/12/2021

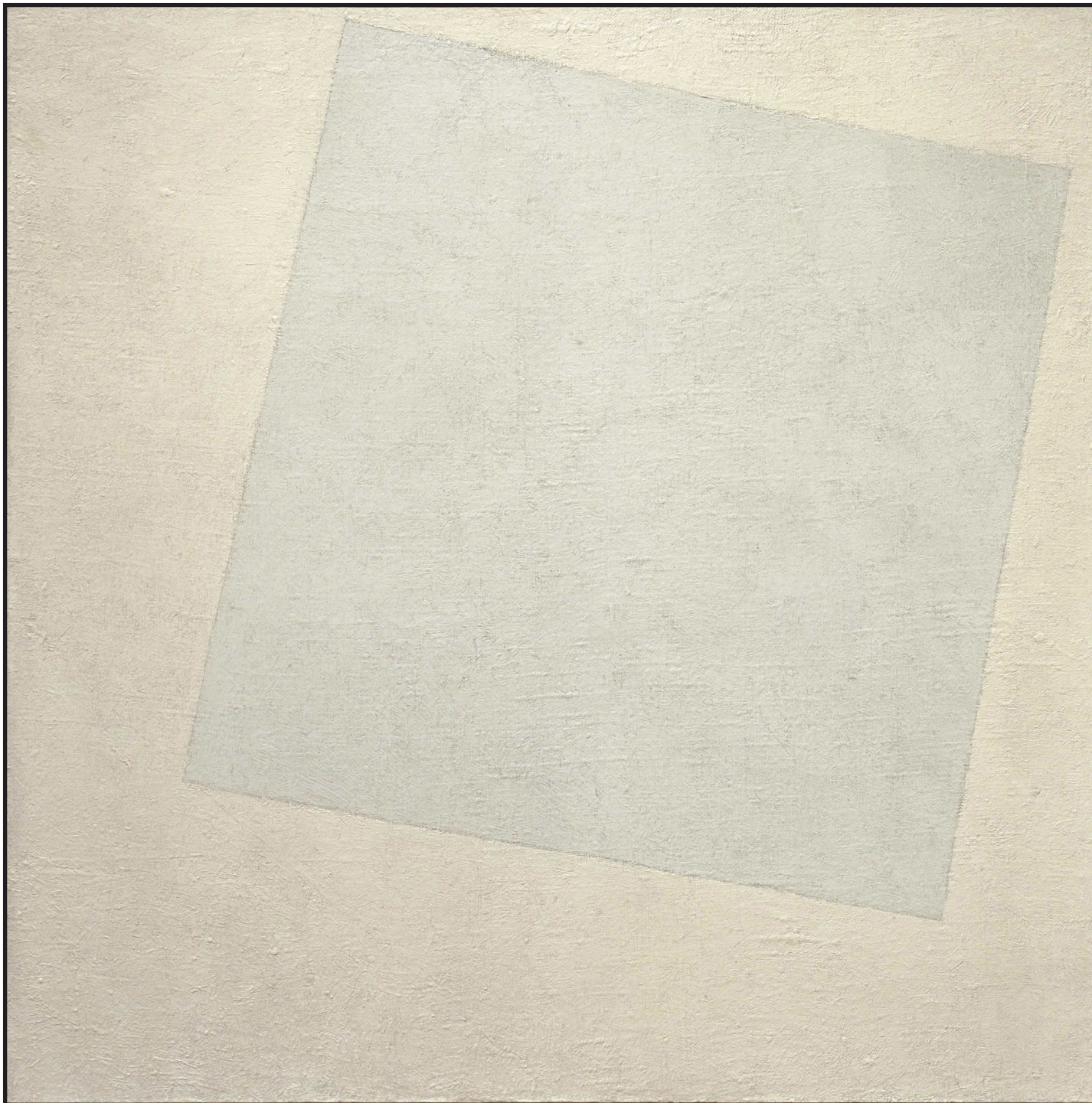
VISUEL

J.B. Corot,
Diane et Actéon,
1836, 156x112 cm,
Metropolitan
Museum of Art

SOURCES

- Sologamie, un podcast de Marie Albert
- Cécile Bouanchaud, *Le Monde*, 24/09/21
- Léa Garric, *La dépêche*, 24/05/21

PANORAMA DES ALTERNATIVES CONCRÈTES



POUR UNE RECONNAISSANCE DU VOTE BLANC

Lors des élections ou quand un référendum est organisé, les électeur·ices ont la possibilité de voter blanc en glissant dans l'urne un bulletin vierge ou une enveloppe vide. Voter blanc ne signifie pas que l'on n'a pas d'avis mais qu'aucun·e des candidat·es ou solutions proposé·es ne semblent satisfaisant·es. Le vote blanc se distingue de l'abstention puisqu'en se déplaçant au bureau de vote, l'électeur·ice manifeste son attachement au scrutin. Mais en France, bien qu'ils soient comptabilisés, les votes blancs ne sont pas pris en compte dans les pourcentages de suffrages exprimés. Ils disparaissent en quelque sorte des résultats.

La reconnaissance du vote blanc rendrait davantage visible l'avis de nombreux·ses Français·es et contribuerait à lutter contre l'abstention. Le vote blanc pourrait même remporter des scrutins et obliger à les organiser à nouveau, dans de nouvelles conditions, soit avec de nouveaux·elles candidat·es, soit en modifiant la question posée.

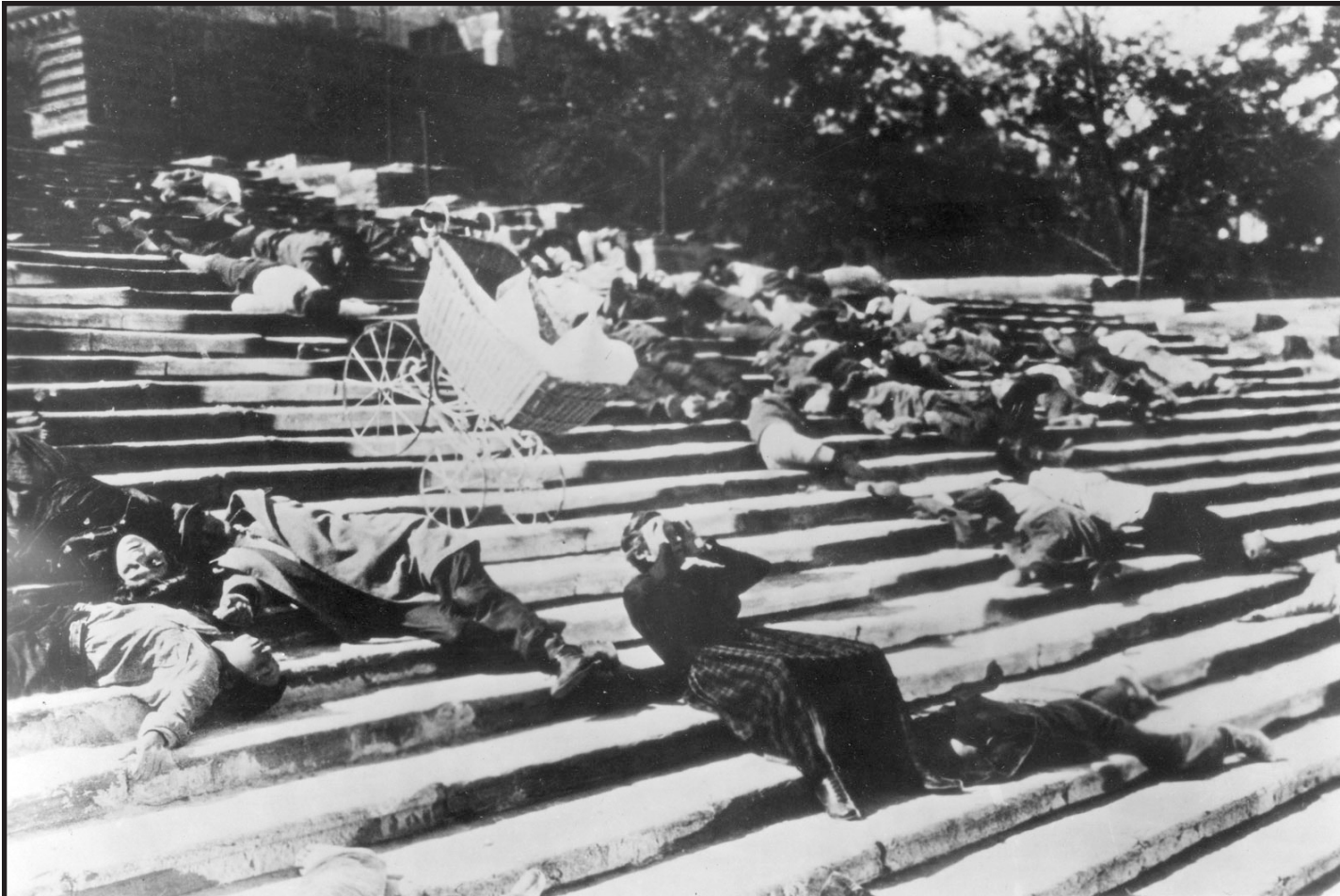
06/01/2022

VISUEL

Kasimir Malevitch,
*Composition
suprématisiste : carré
blanc sur fond blanc*,
1918, huile sur toile,
79,4x79,4 cm

SOURCES

- Maylis Besserie, Vote blanc, un geste neutre ?, *France Culture*, 04/04/17
- Proposition de loi, Assemblée nationale, 21/01/20



POUR LE « DROIT À L'OUBLI » DES ENFANTS VICTIMES COLLATÉRALES DES HOMICIDES CONJUGAUX ET DES FILICIDES.

Les enfants ayant été témoins d'homicides au sein de la famille ne sont pas reconnus comme victimes. Une fois devenu-es adultes, ils sont soumis à l'obligation d'assister matériellement leurs parents, mêmes condamnés par la justice. S'opposer à cette obligation est une démarche particulièrement difficile, qui conduit à devoir revivre le traumatisme ou se confronter à des souvenirs traumatisants.

Le « droit à l'oubli » nécessaire à certaines personnes pour dépasser un tel trauma requiert de :

- Déchoir les parents meurtriers de leurs droits parentaux avec inscription dans un fichier consultable par les institutions avant d'entrer en contact avec les enfants
- Rediriger l'obligation alimentaire vers les institutions
- Faciliter les procédures de changement de nom pour les enfants qui le souhaitent.

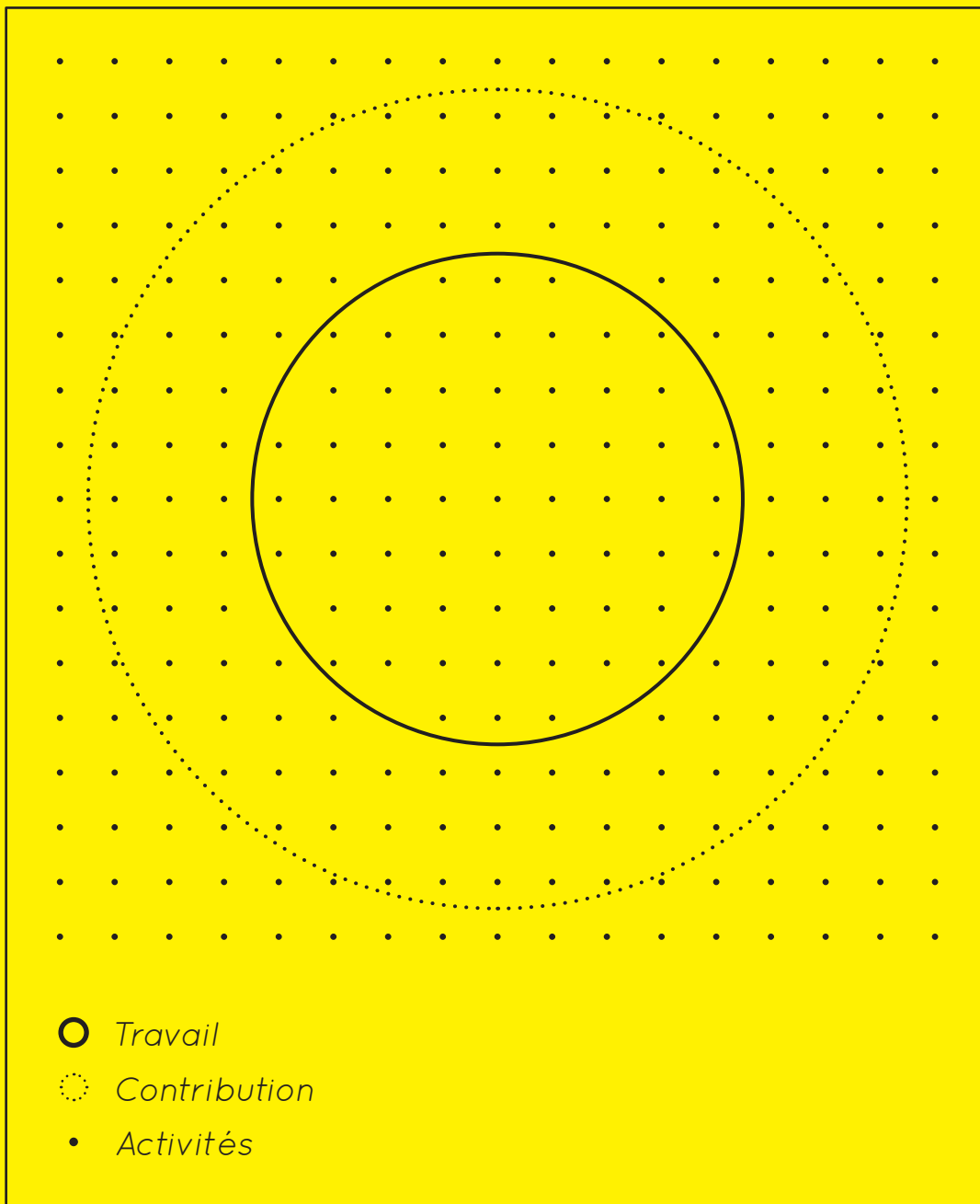
19/01/2022

VISUEL

Sergueï
Eisenstein,
*Le Cuirassé
Potemkine*, film,
1925

SOURCES

- EnfantsDevenusGrands.org
- Rafaële Rivais, *Le Monde*,
30/10/21



LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

En politique, il semble naturel que la question de la démocratie fasse constamment l'objet de discussions, voire d'affrontements et d'oppositions d'idées. Curieusement, cette question n'est jamais posée à l'échelle des entreprises, comme s'il était évident qu'elles ne pouvaient s'organiser autrement que de manière verticale. Les entreprises forment pourtant des communautés instituées dont les membres pourraient participer aux décisions et à la gouvernance.

Des entreprises démocratiques (autogérées, cogérées, coopératives, etc.) existent sur ces quelques principes de base :

- Pouvoir démocratique exercé par ses membres selon le principe « un vote = une voix »
- Répartition des responsabilités déterminée collectivement (par délégation, élection, représentation, ...)
- Participation équitable, contrôle du capital et partage des richesses produites entre tous-tes ses membres
- Transparence totale des décisions, formation et information des membres sur la gestion de l'entreprise
- Définition collective du rôle et de l'engagement de l'entreprise dans la société

02/02/2022

VISUEL

Thomas Tudoux,
Pros du quotidien
(slide), 2019

SOURCES

- Dominique Méda, *Libération*, 11/09/17
- Déclaration sur l'identité coopérative internationale



DES LIEUX RESSOURCES POUR LES PARENTS

Contrairement aux idées reçues, être parent n'est pas instinctif. C'est un apprentissage quotidien. Les façons d'être mère ou père dépendent tout autant de facteurs culturels et sociaux que psychiques et individuels. Les sciences sociales et les récentes découvertes sur le fonctionnement du cerveau peuvent donner des clés aux parents pour une éducation bénéfique au développement de leur enfant.

Afin de bénéficier à tou-te-s, ces ressources pourraient être rendues accessibles dans des lieux dédiés, gratuits et animés par des professionnels. Ces lieux-ressources permettraient par exemple de :

- favoriser l'accès aux conseils de puériculture
- développer la prévention et l'apprentissage des gestes de premier secours
- échanger autour de nouvelles représentations de la parentalité
- sensibiliser aux discriminations
- encourager les échanges entre parents

Accueillant les parents dès la grossesse (voire dès le désir d'enfant), ces lieux de rencontre pourraient voir le jour au sein de structures existantes comme les PMI (service de Protection maternelle et infantile) et les Maisons des adolescents.

16/02/2022

VISUEL

Photo :
Santo Heston

SOURCES

- Emmanuel Gratton, *Slate.fr*, 19/03/17
- Henri Parens, *Topique* 2015/1

POUR UN SPORT ACCESSIBLE ET MIXTE

Le sport entretient la condition physique, favorise l'intégration sociale et encourage l'engagement personnel et collectif. Largement reconnu comme essentiel, l'accès aux pratiques sportives demeure pourtant difficile pour de nombreuses personnes porteuses de handicap. Afin de favoriser l'inclusion et de dépasser les situations et difficultés individuelles, il semble utile de promouvoir des sports que tout le monde peut pratiquer ensemble.

Le Baskin, par exemple, est une variante du basket dans laquelle chaque joueur·euse, valide ou non, occupe un poste décisif pour l'équipe et adapté à ses capacités. Le Baskin transgresse les frontières habituelles et permet à tous·tes de se retrouver, ensemble, sur le terrain.

Mettre en avant ce type de sports contribuerait à atteindre les objectifs fixés par la loi de 2005, censée garantir l'égalité des chances et droits des personnes handicapées.

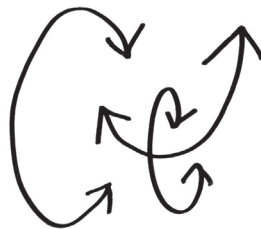
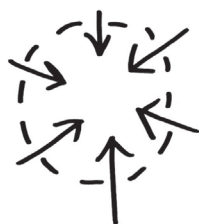
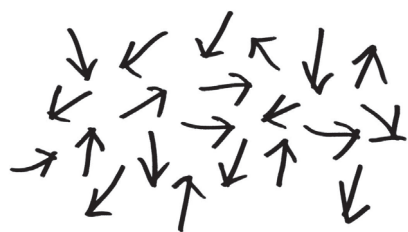
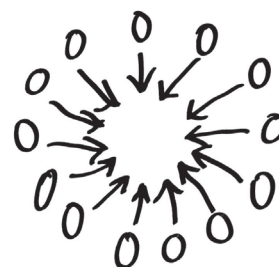
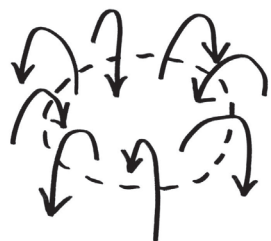
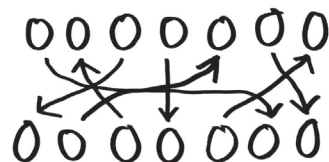
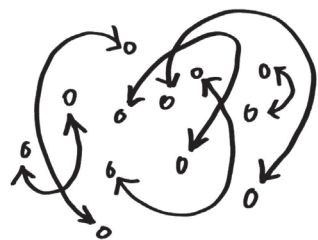
02/03/2022

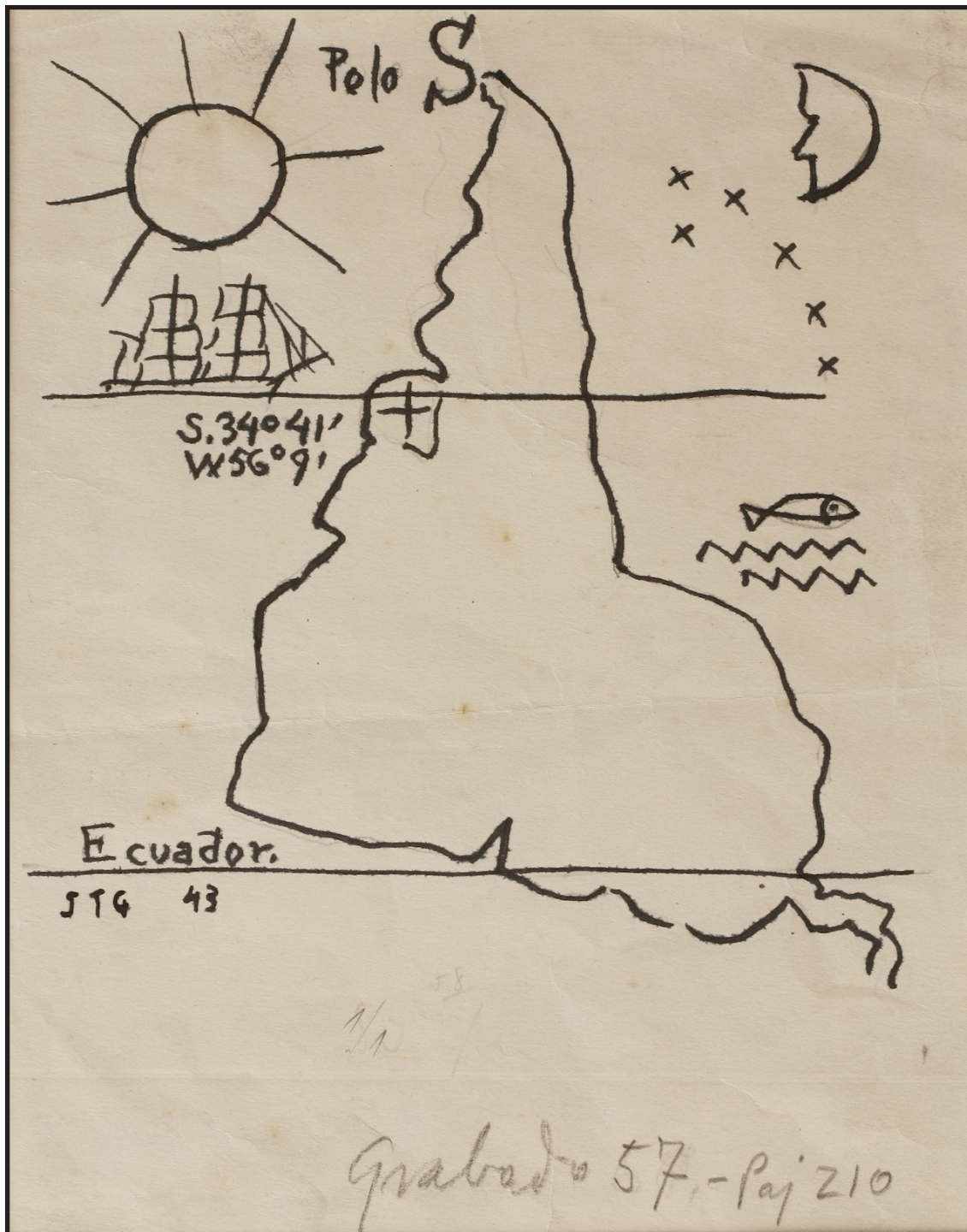
VISUEL

Camille Bondon,
Abrégé visuel,
édition, 2018

SOURCES

- www.baskin.fr
- www.asso-orea.fr
- www.kundy.fr





BOYCOTT DES PRODUITS QUI DÉTRUISENT L'AMAZONIE

En avril 2019, la Coordination des peuples indigènes lance un appel au boycott des produits de l'agro-business brésilien. En effet, la dévastation des forêts tropicales détruit les populations locales et participe directement au dérèglement climatique mondial. La majeure partie des surfaces forestières dévastées en Amazonie sont destinées à la production de viande ou de soja exporté pour nourrir le bétail ailleurs dans le monde.

Répondre à l'appel des peuples indigènes du Brésil est donc un acte politique accessible à tous les consommateurs : il est possible de s'informer de la provenance des produits que nous consommons. Concrètement : Le code-barre des produits fabriqués au Brésil commence par 7.89 ou 7.90. D'une façon générale, il vaut mieux éviter les achats dans les enseignes de la grande distribution et privilégier les produits de l'agriculture biologique en circuit court et les produits du commerce équitable dans les réseaux de distribution associatifs.

16/03/2022

VISUEL

Joaquín Torres-García, *América Invertida*, 1943, encre sur papier, 22 x 16 cm, Fundación Torres García, Montevideo

SOURCES

- Collectif citoyen Gilets verts, *Reporterre*, 30/08/19



LES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Comment restaurer les berges des cours d'eau, créer des écrans de biodiversité, re-végétaliser le milieu montagnard alpin en utilisant des semences locales ? Les Solutions fondées sur la Nature (SFN) proposent des alternatives proches des notions d'agroécologie et d'ingénierie écologique, entretenant des relations lointaines avec le bio-mimétisme ou la bio-inspiration. Le concept de SFN est inscrit dans le programme mondial de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature en 2013. Les SFN sont définies comme des actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité. Les SFN se déclinent en trois types d'actions, qui peuvent être mobilisées seules ou en combinaison dans les territoires :

- la préservation d'écosystèmes fonctionnels et en bon état écologique
- l'amélioration de la gestion d'écosystèmes pour une utilisation durable par les activités humaines
- la restauration d'écosystèmes dégradés ou la création d'écosystèmes.

12/05/2022

VISUEL

Cécile Beau,
Cladonia, 2017,
Mousses et
lichens, lampe de
croissance

SOURCES

- Catherine Foucaud-Scheu-
nemann, inrae.fr, 03/09/21

PANORAMA DES ALTERNATIVES CONCRÈTES



FLEUR, DIS MOI D'OÙ TU VIENS

La fleur est le végétal le plus gourmand en eau et en pesticides. 85% de la production de fleurs coupées est importée (Hollande, Kenya, Éthiopie, Équateur...). Si des labels qualitatifs et écoresponsables existent déjà, aucune loi ne contraint à indiquer lors de leur commercialisation la provenance géographique des végétaux, leurs traitements aux pesticides et leur saisonnalité. Fournir ces trois informations aux consommateur-rices permettrait :

- de sensibiliser les fleuristes aux risques sanitaires encourus lors de la manipulation des fleurs (lourde présence de pesticides volatiles)
- de permettre aux consommateur-rices un achat conscient de son impact climatique (transports longue distance et réfrigération) et social (productivisme, mauvaises conditions de travail)
- d'éviter la contamination des écosystèmes naturels (risques pour les abeilles, les coccinelles, pollution des nappes phréatiques, appauvrissement des terres et des populations, etc.).

01/06/2022

VISUEL

Johanna Rocard,
Les fleurs du futur,
action performative,
01/05/20

SOURCES

- Théo Ruiz, midilibre.fr,
07/02/22
- Weronika Zarachowicz,
Telerama.fr, 08/12/20



LA PERMACULTURE POUR LA CULTURE

Après Malraux et Lang, la culture souffre d'un manque de vision politique inspirée et a besoin d'un renouveau saisissant les enjeux d'aujourd'hui en s'appuyant sur les bases d'hier.

Pour repenser les institutions culturelles en France, créer une analogie entre la culture et la permaculture permet de définir de nouvelles façons de réfléchir et d'agir pour les actrices. Il s'agit donc de prendre les principes permaculturels comme éléments de travail et de réflexion, de penser autrement la relation aux artistes, aux oeuvres, aux territoires, aux publics, repenser l'institution, la dé-hiérarchiser, prendre soin des travailleur·ses.

Ouvrant les imaginaires, cette analogie permet de sortir des vocabulaires usagés et éculés. Si l'on réfléchit à accorder environnement culturel et permaculture, on réfléchit alors à favoriser la diversité, valoriser les bordures, appliquer l'autorégulation et accepter la rétroaction, encourager les ressources renouvelables, intégrer plutôt que séparer... de bonnes bases pour construire une réflexion, ouvrir de nouveaux horizons !

22/06/2022

VISUEL

Pamina
de Coulon,
Palm Park Ruins,
2019

SOURCES

- N. Crosio, Mémoire Lyon 2 M2 Dév. de Projets Art. et Cult. internationaux, 2021
- F. Becker, revue Bela, 18/09/2020
- Projet du MAGASIN des horizons, 2016-20, Grenoble



POUR DES ESPACES NON-TONDUS DANS LES JARDINS

En stoppant l'usage compulsif de la tondeuse, les jardiniers.ères permettraient à la biodiversité de s'installer plus longuement. En laissant faire la nature, des espèces complémentaires se développent et se protègent mieux des ravageurs.

Les herbes hautes dans les jardins limitent la chaleur et l'assèchement des sols. Les grandes herbes captent l'humidité de l'air, elles empêchent le soleil d'atteindre directement le sol et réduisent l'évaporation.

- Une herbe non coupée maintient le sol à 19,5°C
- Une herbe coupée à 10 cm maintient la température du sol à 24.5°C
- En plein été, un sol nu monte à plus de 40°C

Passer moins la tondeuse ou la débroussailleuse économise aussi de l'eau et de l'énergie.

L'alternative ici pour des mordus-es de la tondeuse, c'est de laisser quelques parties de son jardin non tondues pour mieux laisser la vie s'installer !

21/11/2022

VISUEL

Jean-Benoît
Lallemant,
Black Hole,
2011

SOURCES

- *France info*, Jardin. Stop à la tonte systématique !, 20/03/21
- Éric Lenoir, *Petit traité du jardin punk*, éditions terre vivante, 2018
- *Consoglobe*, « Mois sans tondeuse » : voici à quoi ressemble un jardin qui n'est plus tondu, 24/05/22



CONGÉ MENSTRUEL POUR TOUTES !

De nombreux pays, comme le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie ou les Philippines ont une loi nationale qui instaure un congé pour les personnes menstruées. En mai 2022, l'Espagne devient le premier pays européen à proposer un avant-projet de loi. En France, le congé menstruel n'est pas inscrit dans la loi. Pour autant, chaque entreprise est libre d'instaurer ce dispositif si elle le souhaite. Nombre d'entre elles (Le Pain des Cairns à Grenoble, LOUIS design à Labège..) commencent à proposer à leurs salariées un congé d'une journée par mois en cas de règles douloureuses. Certaines proposent aussi une journée de télétravail si l'activité le permet. L'intégration d'un congé entre 1 et 3 jours dans le code du travail en cas de dysménorrhée permettrait une égalité de traitement sur le territoire, une augmentation du bien-être des femmes et de leur productivité. Outre une levée du tabou autour des règles, le congé menstruel contribue à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes !

12/12/2022

VISUEL

Laetitia Bourget,
extrait du *journal
menstruel*,
1997-2005

SOURCES

- Guillaume Tabbara,
Passeport santé, Le congé
menstruel, 06/22
- Mariette Nodet,
Le Pain des cairns,
Congé menstruel, 09/22
- Lucie Rouet,
La vie chez LOUIS, Congé
menstruel chez LOUIS, 2022